

1831-1833.

Le Valais et la révision du Pacte fédéral.

La bastonnade de Martigny.

La Suisse était trop proche voisine de la France pour ne pas ressentir, plus encore que la Belgique, l'Allemagne, l'Italie, la Pologne, le contre-coup de la Révolution de Juillet 1830. Les démocrates profitèrent des circonstances pour substituer au pacte de 1815 imposé par les puissances de la Sainte-Alliance un régime plus conforme aux traditions, aux aspirations, aux besoins de la Confédération. Il n'était plus question que de souveraineté du peuple, suppression des privilèges, égalité des droits, séparation des pouvoirs, liberté de la presse, etc. C'est ainsi que, soit dans le calme, soit par la violence, la plupart des cantons procédèrent à des révisions de leurs constitutions. Mais ces résultats demeuraient nuls ou du moins incomplets aussi longtemps que subsistait un pacte fédéral qui par son origine, son esprit et ses lacunes était incapable de maintenir l'équilibre entre les cantons « régénérés » et les autres, et favorisait ceux-ci aux dépens de ceux-là. De plus, se faisait sentir la nécessité de donner à la Confédération plus de cohésion, de solidité, de prestige en face des dangers et des menaces extérieurs. Peu de cantons suisses résistèrent à cette vague de rénovation, mais chez la plupart les réformes s'arrêtèrent à mi-chemin, ce qui eut comme fâcheuse conséquence de provoquer et d'entretenir une sourde agitation. En 1824 déjà Henri Zchokke avait proposé la révision du pacte fédéral ; son

exemple fut suivi par Casimir Pfyffer en 1831. La *Société helvétique* et la *Société suisse des carabiniers*, un peu plus tard l'*Association patriotique*, l'introduisirent dans leur programme. Porté devant la Diète fédérale par Thurgovie, le projet ne réunit que neuf suffrages (19 août 1831) et fut ajourné *ad referendum et instrumendum*.¹ Sept cantons libéraux : Lucerne, Zurich, Berne, Soleure, St-Gall, Argovie et Thurgovie signèrent alors à Lucerne (17 mars 1832) un concordat en vue de garantir la sauvegarde de leurs nouvelles constitutions (Valais, pour sa part, leur avait refusé la garantie sous le prétexte qu'elles comportaient la liberté de la presse) et d'assurer la révision du pacte fédéral en vue de le mettre en harmonie avec leurs propres constitutions. Ce Sonderbund avant la lettre prit le nom de *Concordat des VII* (*Siebenbund*).

Au cours d'une conférence officieuse entre les représentants des deux tendances, les députés d'Uri, Schwytz, Unterwald, Tessin, Valais et Neuchâtel formulèrent le désir que la révision ne portât que sur des améliorations partielles et que l'influence des petits cantons ne fût pas diminuée au sein de la Confédération. Les mêmes protestèrent (9 juin) contre la formation anticonstitutionnelle de la Ligue des VII, réservèrent leurs démarches ultérieures, et finalement, le 14 novembre 1832, se réunirent en une conférence connue sous le nom de *Pacte de Sarnen*. En réalité, le Valais qui tenait avant tout à l'unité de la Confédération, répondit négativement à l'invitation qui lui fut faite de s'y agréger. Sa conduite jeta un certain froid dans les petits cantons et le sautier de Schwytz fut délégué à Sion pour amener le gouvernement valaisan à leurs vues. Il ne réussit pas dans sa démarche, ou plutôt les parties convinrent d'un moyen-terme consistant à envoyer à Sarnen un député qui n'y siégerait qu'à titre de spectateur, sans participer ni aux délibérations ni aux votes ; il devait borner sa mission à envoyer des rapports à son canton.

Le 17 juillet, le principe de la révision fut adopté par 13 ½ Etats : le Valais ne participa pas au vote, alléguant qu'à part quelques améliorations, les conditions n'étaient pas opportunes pour une révision. Quatre autres Etats s'y rallièrent en août suivant. Pendant les discussions, les députés valaisans Maurice de Stockalper de Brigue et Charles Macognin de la Pierre de St-Maurice assistaient tantôt aux séances de la Diète officielle, tantôt à celles de la Ligue de Sarnen ; bien que sympathisant aux principes de celle-ci, ils ne pouvaient prêter la main à une scission. Cette conduite opportuniste fut assez sévèrement jugée par quelques historiens, entr'autres le landammann Baumgartner, auteur de : *Die Schweiz in ihren Kämpfen und Umgestaltungen* et Rilliet-Constant, qui dans : *Une année de l'Histoire du*

¹ *Ad referendum* signifiait que la députation ayant pris part à la délibération exposerait le sujet aux conseils de son canton ; *ad instrumendum*, qu'elle leur demanderait des instructions avant d'émettre un avis.

Valais, dit à ce propos : « Le député du Valais courait de Schwytz à Zurich et de Zurich à Schwytz espérant se rendre considérable aux yeux des deux parties, tandis qu'il se rendait seulement ridicule. » Finalement, il se trouva du côté de la majorité révisionniste, mais avec des réserves qui atténuaient sensiblement la portée de son vote. La députation valaisanne avait effectivement pour mandat, au cas où la révision serait votée à la majorité des suffrages de poser en principe que le vœu de la majorité ne saurait être obligatoire pour la minorité et qu'il ne pourrait être apporté aucun changement au pacte qui régit actuellement la Confédération qu'avec le concours unanime de tous les États qui la composent. D'autre part, elle avait pour instruction de ne prendre part à ce travail qu'autant que la majorité des États qui s'étaient déclarés contre la révision y participerait aussi et que ce ne serait qu'avec la réserve du référendum. Si cette majorité manifestait l'intention d'y rester étrangère, elle devait aussi s'abstenir d'y concourir. Mais dans aucun cas, elle ne devait quitter l'assemblée. La même confusion se retrouve dans la déclaration du premier député, Maurice de Stockalper, (2 juillet) : « Des réformes intempestives au pacte compromettraient la Suisse et feraient son malheur. Le temps actuel est semblable à un mineur qui veut s'émanciper. Le fanatisme politique est la cause des discordes qui nous affligent ; les journaux et les pamphlets le propagent. Nous aurons à cœur la justice éternelle, le bien du peuple et non point l'approbation du jour. Gardons-nous de toucher aux fondements de notre pacte. Cherchons avant tout la concorde et maintenons notre indépendance de l'étranger... »

Lorsque la Diète en vint au vote le 17 juillet, Valais déclara s'en tenir à ses précédentes déclarations. Il fut du côté de la majorité pour nommer quinze membres chargés d'élaborer le projet de révision, qui prit le nom de *Pacte Rossi*, parce que le professeur Pellegrino Rossi, député de Genève, en fut nommé rapporteur. Mais il prit soin de répéter que s'il avait contribué à l'élection de la commission, il ne reconnaissait le droit de réviser le Pacte qu'à l'unanimité des cantons et que dans le cas où l'on voterait contrairement à ce principe, il retirerait tous les votes qu'il avait émis.

On ne peut s'empêcher de sourire devant l'attachement féroce que M. de Stockalper témoignait au pacte fédéral de 1815 que ses congénères du Haut-Valais n'étaient pas loin d'abhorrer : un homme qui lui tenait de près, son propre père, n'avouait-il pas le 21 octobre 1816 : « Si jamais comme homme d'État je déplore ma conduite, c'est celle d'avoir voté l'année passée comme député du Valais le pacte auquel on n'a accédé que sur les conseils des ministres étrangers. » On conçoit non moins la sainte frayeur qu'inspirait le projet d'un jurisconsulte que, quinze ans plus tard, le pape Pie IX devait charger de former un ministère... Le projet Rossi, compromis entre la Confédération d'États établie par la constitution de 1815 et l'État fédératif souhaité par les progressistes avancés, centralisait les postes, les monnaies, les

péages, l'instruction militaire, instituait un Conseil fédéral et un Tribunal fédéral, etc. Mais, aux yeux des petits cantons, il présentait trois graves défauts : il réduisait la souveraineté cantonale, faisait abstraction de l'article 12 de la constitution garantissant l'existence des couvents et par sa clause relative au libre établissement favorisait le mélange des confessions.

L'article 60, en particulier : « Douze voix forment la majorité obligatoire », était de nature à susciter des appréhensions dans la minorité catholique. En général, les dixains occidentaux lui étaient favorables, tandis que les orientaux lui étaient nettement hostiles. Pour le clergé, il n'était ni plus ni moins qu'une réédition de la Constitution helvétique qualifiée de livret infernal : « Höllenbüchlein ». C'est dans le souvenir encore récent de ce régime unitaire si funeste aux tendances particularistes du Valais, qui avait instauré d'odieux impôts directs et procuré plus de 330.000 francs de charges au canton et dans la suppression des droits de transit, de péages, de pontonnage, qu'il convient surtout de rechercher les causes de l'antipathie que provoquait le projet Rossi. Ajoutons-y la maladresse de certains Etats mixtes réclamant du clergé catholique le serment de fidélité, et de certains mômiers d'un autre canton voisin qui faisaient du prosélytisme dans le Bas-Valais.¹ Enfin, l'égalité politique rêvée et la suppression de privilèges féodaux eussent infailliblement amené la perte ou la réduction des sièges en Diète de l'évêque et du clergé d'où diminution de leur influence dans les affaires du pays ; le Haut-Valais eût dû renoncer à sa séculaire prépondérance : aussi ne faut-il pas s'étonner si toute innovation était considérée par eux comme une hérésie ou un crime de lèse-majesté. L'opiniâtreté à conserver des situations acquises, avantages qui étaient loin d'être tous justifiés, provoquait dans le clan des Bas-Valaisans de l'aigreur et du ressentiment et les engageait à rechercher auprès des Confédérés et du pouvoir central un appui et un encouragement dans des revendications qu'ils estimaient équitables et légitimes. Pour eux, la révision du pacte fédéral devait entraîner celle du pacte cantonal.

Le projet Rossi, qui exigea trente-cinq séances d'examen, devait être soumis par le Vorort aux cantons qui avaient à l'étudier et à donner des instructions à leurs députés ; la Diète fédérale, en session de mars 1833, prendrait connaissance du résultat de cet examen.

Le Conseil d'Etat valaisan présenta le projet à la diète de décembre. Mgr Roten y lut une déclaration nettement hostile. Partisans et adversaires manifestèrent si vivement leurs opinions qu'une rupture était imminente. Les pactistes du Bas-Valais parlaient de se rattacher au canton de Vaud, tandis que les « conservateurs » (l'épithète date de cette époque) envisageaient, soit une séparation de la Suisse avec les cantons sarniens, soit le rétablissement d'une république indépendante.

¹ En été 1832, les Méthodistes de Bex, les Thomas entr'autres font de la propagande en Valais. L'évêque met en garde son diocèse contre ces tentatives.

Placé entre ces deux partis extrêmes, le Conseil d'Etat se trouvait fort embarrassé. Il nomma une commission¹ chargée d'examiner le projet et de communiquer ses observations au gouvernement. Le porte-parole attitré du Haut-Valais, Maurice de Stockalper, député à la Diète fédérale, ne parut qu'à la troisième séance de cette commission en déclarant que les dixains supérieurs ne voulaient à aucun prix de ce pacte, qu'il ne servait à rien de le discuter et que le seul moyen d'y échapper était la séparation. (23 janvier 1833).

Les conseils de dixains firent promettre à leurs mandataires de voter contre toute révision. La majorité alla plus loin : elle refusa de prendre connaissance du projet Rossi qu'elle considérait comme d'inspiration satanique. Les députés du Bas-Valais combattirent cette attitude par l'organe de M. Joseph Barman, qui faisait ses débuts dans l'arène politique.

Le 4 février, le Conseil du dixain de Martigny manifesta à l'unanimité moins une voix le désir de voir le projet adopté, à part quelques amendements secondaires. Il se prononça avec énergie contre toute séparation de la Suisse.

Une diète extraordinaire fut convoquée à la fin de février 1833. Le grand baillif, Michel Dufour, se montra, dans son discours d'ouverture, favorable à l'acceptation du pacte. Après avoir démontré combien était irréalisable l'idée d'une scission de la Suisse, il conclut : « Les Puissances intervenantes dans les affaires de la Suisse... s'attendent à ce que les cantons sacrifiant au bien général toute considération secondaire ne tarderont pas à adhérer au pacte fédéral librement arrêté par la grande majorité de leurs co-Etats, l'intérêt commun exigeant impérieusement que toutes les parties de la Suisse se réunissent le plus tôt possible sous la même constitution fédérative. »

Ce conseil ne fut pas suivi par la majorité de la Diète. Parmi les treize membres composant la commission, sept se refusèrent à tout examen du Pacte Rossi, prétendant n'avoir reçu mandat de leurs commettants que pour discuter sur les choses constitutionnelles. « Le pacte de 1815, prétendaient-ils, a doté le pays pendant dix-huit ans d'un bonheur ininterrompu; nous n'avons rien à attendre, rien à espérer de mieux ; tenons-nous y donc attachés comme à une ancre de salut. N'allons surtout pas nous imposer un pacte qui porte atteinte à la souveraineté cantonale et que le libéralisme a suscité en vue de nuire à la religion catholique. »

La minorité de la commission estimait qu'avant de prendre une détermination qui serait le prélude d'une scission d'avec la Suisse, il entrait dans les

¹ Cette commission était composée de Maurice de Stockalper, du grand-juge Gaspard-Etienne Delasoie, du vice-grand-juge François-Ignace de Werra, de Janvier de Riedmatten, président du dixain de Sion, de Charles Bovier, président du dixain d'Hérens, de Xavier Cocatrix, président de celui de St-Maurice et de Pierre-Louis Dufay, président de celui de Monthey qui déclina sa nomination.

convenances comme dans les obligations fédérales de procéder avec circonspection et en connaissance de cause.

Sans s'arrêter à ces considérations, la diète décidait le 2 mars par 32 voix contre 24 que le Valais ne devait pas entrer en discussion sur le projet du nouveau pacte et qu'il fallait le rejeter en entier. Le Valais se rendra à Schwytz, mais pour engager les Sarniens à participer à la diète de Zurich et y insister pour le rétablissement de la paix.

Les députés du Bas-Valais protestèrent contre cette décision. Relevons ce passage énergique : « En présence d'une décision que nous croyons pouvoir compromettre sans retour et notre indépendance et notre nationalité, et tous les intérêts les plus chers de la patrie, nous ne pouvons nous abstenir sans crainte de trahir notre mandat de manifester, en cette circonstance solennelle, notre vote hautement improbatif de la décision qui vient d'être prise, contre laquelle nous protestons d'une manière formelle, ne voulant point être solidaires des suites funestes qu'elle peut amener, mais en rejeter toute la responsabilité sur leurs auteurs. »

La majorité refusa l'inscription au protocole de cette protestation, qui, par contre, fut sanctionnée par les conseils des dixains inférieurs et approuvée par la majorité de leur population.

Le district de Monthey était le plus agité par ces événements ; sa population naturellement frondeuse avait conservé, elle aussi, le souvenir d'un régime proconsulaire et elle était impatiente d'en voir disparaître les derniers vestiges. Elle était particulièrement mécontente d'un système de finances qui, en raison de sa situation frontière, l'atteignait plus que les autres districts dans les droits d'entrée et de sortie des marchandises et des produits du sol ; sa situation géographique à proximité de la Savoie et de Vaud l'exposait davantage aux influences du dehors. Correspondances enflammées aux journaux confédérés, feuilles volantes, brochures, chansons, discours, conciliabules y entretenaient à qui mieux mieux l'exaltation des partisans de l'ancien et du nouvel ordre de choses. Un comité de défense fut constitué. Les citoyens étaient pour ou contre le pacte, pis encore pour ou contre la Confédération suisse. Le drapeau fédéral était devenu un emblème de provocation et de sédition pour les uns, de ralliement pour les autres. L'approche des élections bourgeoises et de regrettables conflits d'ordre local contribuaient à attiser le feu.

Sur ces entrefaites, la Diète fédérale avait été convoquée et le 11 mars devait avoir lieu l'assermentation habituelle des députés. Conformément aux instructions reçues, la députation valaisanne proposa avant tout de tenter un essai de réconciliation entre Bâle-Ville et Bâle-Campagne et de refuser l'accès aux séances du représentant de Liestal. Le lendemain, onze Etats contre cinq se prononcèrent pour l'ordre du jour, la députation valaisanne quitta alors la salle et resta sourde à l'amicale, mais formelle invitation du Vorort d'assister aux séances.

Cette nouvelle sema la consternation dans le Bas-Valais. Une grande manifestation fut prévue par le conseil de dixain de Monthey, pour le dimanche 24 à l'occasion du départ des députés à la diète. Des convocations furent envoyées aux « patriotes » des divers sections ; il y eut cortège avec drapeau fédéral, musique, chants patriotiques, banquet en plein air, et un feu d'artifice couronna la fête, à l'issue de laquelle le drapeau fédéral fut arboré au château de Monthey. Mais il fallut prendre des mesures de défense pour le protéger contre les menaces des gens de la montagne ; d'anciens officiers au service de France organisèrent la résistance.

Le lendemain, jour de l'Annonciation, le drapeau fédéral fut promené de Monthey à St-Gingolph et une fête nationale fut prévue pour le dimanche suivant, jour des Rameaux, mais cette fête avec ses accessoires obligatoires ne fut célébrée qu'à Port-Valais, Evouettes et Vouvry. Au Bouveret, une musique vaudoise fit danser la jeunesse, contrairement à la loi et au grand scandale des gens rangés. La gratuité du vin consommé donna lieu aux suppositions les plus fantaisistes. C'est ainsi qu'on lit dans le *Véridique* du 16 avril 1833, ce récit rétrospectif : « C'est une ambulance (*sic*) continuelle d'enthousiastes, de gens ivres, de jeunes gens désargentés qui ne demandent pas mieux que de faire du bruit et de courir d'une commune à l'autre pour qu'on leur donne à boire. On dit que 30.000 francs sont disponibles pour révolutionner le Bas-Valais. »

Le grand baillif Dufour descendit à Monthey, son bourg natal, pour engager ses compatriotes à ne pas s'écarter des voies constitutionnelles. Dans la nuit du 6 au 7 avril, veille de Pâques, il fut l'objet d'un tel charivari qu'il dut se hâter de rentrer à Sion. Le gouvernement ouvrit une enquête à ce sujet.

De part et d'autre l'on cherchait à accroître le nombre de ses partisans. Et les libéraux prétendaient que certains membres du clergé : l'abbé de Rivaz, les chanoines Chervaz et Boccard de l'abbaye de St-Maurice, le chanoine Biselx, curé de Vouvry, l'abbé Pottier, curé de Monthey, le chanoine Joseph Darbellay, prieur de Martigny et son homonyme, desservant de Sembrancher, le chanoine Machoud de Sion, ne négligeaient aucun moyen pour endoctriner les fidèles. Consulté par les prêtres du décanat de Monthey sur l'attitude à prendre, Mgr Roten avait répondu que sans les autoriser à utiliser la chaire, il leur conseillait cependant de choisir dans chaque paroisse des personnages influents qui travailleraient l'opinion publique dans un sens défavorable au pacte.

Dans une lettre à son collègue de Martigny, du Fay, président du dixain de Monthey, le félicitait du vœu exprimé par son district de « rester attaché à la Confédération suisse » et souhaitait que les cinq dixains inférieurs fussent unanimes sur cette grave question. Dans ce but une conférence de leurs délégués fut fixée au jeudi 11 avril à Martigny ; ils devaient se concerter pour rédiger un mémoire concernant les représentations des commu-

nes sur les modifications à apporter au projet de pacte fédéral¹ et pour insister que les députations valaisannes réintègrent la Diète fédérale. Car entre temps celle-ci s'était réunie pour reprendre ses délibérations sur le nouveau pacte. Les cinq cantons sarniens qui le 30 janvier déjà en avaient décidé le rejet, avaient refusé d'y paraître ; pis encore, ils contestaient la validité des décisions prises à Zurich en leur absence. « Comme aux plus mauvais jours de la Confédération, dit l'historien Daguét, on vit alors une diète séparée siéger à Schwytz pendant que la diète légitime tenait ses assises à Zurich ». Quant au Valais, il estimait qu'après sa détermination de se désintéresser du nouveau pacte, il n'était ni utile ni opportun d'envoyer sa députation à Zurich avant la session ordinaire de juillet, et pas davantage à Schwytz, car il ne voulait pas prêter la main à une scission qu'il fallait éviter à tout prix. Le Conseil d'Etat avait donc répondu au Vorort qu'il attendait la décision de la prochaine diète cantonale.

Après le vacarme nocturne du samedi saint, le dimanche et le lundi de Pâques se passèrent dans un calme relatif, mais le mercredi 10 était jour de foire à Monthey et les révisionnistes devaient s'y rencontrer pour se rendre le lendemain à Martigny. Étant donnée l'excitation générale, des bagarres étaient à craindre. Aussi, M. du Fay proposait-il le 7 déjà qu'il fût sursis à la réunion projetée : le choix de Martigny, malgré sa situation centrale, présentait par surcroît un certain risque, car des dissentiments venaient d'y surgir entre la plaine et la montagne, si graves qu'ils avaient nécessité l'intervention de l'Etat.

C'était trop tard. M. du Fay se borna alors à une double exhortation, l'une aux jeunes gens de la plaine décidés à assister nombreux à la foire de Monthey, les conjurant de se conduire avec prudence et modération et d'avoir confiance dans les magistrats, l'autre aux présidents des communes du Val d'Illiez et de Troistorrents, les priant de s'abstenir de toute provocation et de prendre des mesures pour le maintien de la tranquillité. Malgré ces sages avertissements, dans la matinée du 10, la générale est battue dans les commune de St-Gingolph, Port-Valais, Vouvry, Vionnaz et un nombreux cortège de citoyens, précédés du drapeau fédéral, se dirige sur Monthey, défile sur la place du marché encombré par les paysans et les conservateurs et gagne le château où il place le drapeau à côté de celui de Monthey et où, à en croire le *Véridique*² « des armes les attendaient ». Il n'y eut heureusement aucune rixe à déplorer.

¹ Cette détermination n'avait rien de sédition et se justifiait par des précédents. Ainsi, sous la domination haut-valaisanne, les gouverneurs de Monthey et de St-Maurice ne s'étaient pas formalisés d'une réunion tenue en ce même Martigny le 4 septembre 1792 par les délégués des communes du Bas-Valais pour formuler leurs observations sur le nouveau code fédéral que LL. E.E. avaient l'intention de leur octroyer.

² Parmi ses correspondants réguliers, il comptait les chanoines Boccard et Chervaz de l'Abbaye de St-Maurice.

Le lendemain 11 était donc la date convenue pour la landsgemeinde libérale de Martigny. Je n'ai découvert aucun renseignement sur la participation du dixain de Conthey ; le contingent le plus important était celui de Monthey, auquel se joignit celui de St-Maurice. Portant au bras gauche le brassard fédéral, et précédés du drapeau fédéral, de trompettes et de tambours, une centaine de manifestants se mirent en route à la pointe du jour. Des partisans de Martigny vinrent à leur rencontre, vers les 10 heures, au-delà du pont de la Bâtiaz que des prés et des vergers, à l'exclusion de tous bâtiments, séparaient alors de la ville. Le tocsin sonne pour la première fois, signal de ralliement pour les antipactistes. La foule des montagnards se rassemble et fait la haie sur le passage des libéraux qui défilent en chantant la *Parisienne*, hymne de la révolution de 1830 composé par Casimir Delavigne. Des cailloux et du sable sont jetés aux porte-drapeaux ; des défis et des injures sont échangés : *calotins ! sarniens ! aristos !* d'un côté ; *vendus ! traîtres ! protestants ! francs-maçons !* de l'autre.

Les Bas-Valaisans réussissent cependant à s'installer à l'Hôtel de la Tour, à proximité de l'église paroissiale, aujourd'hui collège des Frères Maristes. Les alentours sont noirs de monde, le cimetière entourant l'église est lui-même envahi par environ six cents paysans et le vin joue son rôle. Les esprits s'échauffent. Le tocsin retentit à plusieurs reprises ; d'aucuns ont prétendu que c'était l'Angélus de midi qui avait déclenché l'assaut, ce qui est erroné.¹

A ce signal, quelques centaines de montagnards de la Combe, des Râppes et de Ravoire brandissant des bâtons, des sabres et quelques-uns des outils agricoles — des femmes exaltées sont armées de fourches — cernent l'auberge où les révisionnistes tiennent leur séance. Ils exigent l'évacuation des lieux et la reddition du drapeau fédéral. Comme on n'obtempère pas assez vite à cette sommation, les portes sont enfoncées, les locaux envahis et les montagnards s'acharnent à coups de trique, de poings et de pieds sur les libéraux dépourvus de moyens de défense ; après avoir inutilement tenté de résister, ceux-ci en sont réduits à un saut et cache qui peut général ; les uns cherchent un refuge dans les chambres, dans les armoires, sous les paillasses, les autres dans des caves ou des remises, sous des cuves, d'autres s'enfuient dans la campagne sous une grêle de pierres. Le prieur de Martigny qui se trouvait, prétend-on parmi les manifestants, est sollicité d'intervenir. Le capitaine Valentin Morand requiert de son côté l'assistance du prévôt Filliez pour mettre un terme à ces brutalités ; ils obtiennent un mouchoir rouge qu'ils réussissent à faire passer pour un lambeau du drapeau fédéral.

Une salubre diversion est produite par l'arrivée d'une trentaine d'Entre-

¹ Il y a lieu de distinguer entre l'*Angelus*, sonnerie de caractère religieux et le *tocsin* qui est un signal d'alarme et d'ordre exclusivement civil.

montans. Une partie des assaillants se ruent sur eux et les contraignent à rebrousser prestement, et sans leur drapeau.

Comme exemple de l'acharnement qui régnait dans le parti antipactiste, on raconte à Martigny ce trait amusant :

Un certain Giroud de Ravoire qui était descendu en armes avec les gens de son quartier pour assaillir les délégués à leur arrivée à Martigny et se trouvant trop vieux et trop faible pour prendre un part active à l'échauffourée, se mêla à ceux qui sonnaient le tocsin au clocher et au bout d'un moment descendit en courant sur le cimetière et là, tout en égrenant son chapelet qu'il récitait à haute voix, interrompait sa prière pour crier de toutes ses forces : « Notre Père qui êtes aux cieux... sonnâ !... que votre nom... sonnâ ! soit sanctifié... sonnâ... po fotrê bas steu diâblôo ! »

Au moment où il sortait du clocher, un des sonneurs eut un œil arraché par un fédéraliste ; il répliqua en ricanant que ce n'était pas avec l'œil, mais avec les mains qu'il tirait les cordes.

Pour porter la fureur à ce degré, des légendes saugrenues et des bruits fantaisistes avaient été répandus¹ et de copieuses rasades avaient été versées au peuple. Mais d'après la solennelle déclaration du prévôt Filliez aucun pot de vin ni d'eau-de-vie ne sortit des caves du Grand St-Bernard, ni avant, ni pendant, ni après le tumulte ; on précise que les channes et les brantes de fendant étaient apportées de chez Elie Lugon, Fasel et Morel, et comme plusieurs membres du clergé avaient été nominativement soupçonnés, voire accusés d'avoir excité le peuple sur le cimetière de Martigny, le susdit prévôt opposa à ces racontars un démenti formel qu'il envoya aux présidents des dixains inférieurs ainsi qu'à la presse confédérée², le tocsin ne fut ni ordonné ni consenti par le clergé ; lui-même réussit par ses supplications, sur les instances du président Morand, à faire déposer le bâtons ; le procureur du St-Bernard, détenteur des clefs du cellier, était à Roche dans le canton de Vaud, et le curé de Monthey, formellement accusé d'avoir dirigé la manœuvre, dinait ce jour-là chez le grand-baillif Dufour à Sion. De son côté, l'abbé de St-Maurice, de Rivaz, envoya à la *Gazette de Lausanne* une protestation contre les soupçons dont lui et quelques-uns de ses religieux étaient l'objet. S'il était à Martigny la veille, c'était, affirmait-il, qu'il présidait la distribution des prix aux écoles du Bourg et il ignorait tout « du guet-apens qui se préparait ».

¹ Surtout celui que les libéraux étaient venus à Martigny pour détruire la religion.

² Le mémoire justificatif du prévôt était accompagné de cette lettre :

« Vu les atroces calomnies que les messieurs des dixains de Monthey et de St-Maurice ont déversées sur la maison du Grand St-Bernard et le Prieur de Martigny et les menaces de vengeance dont ils menacent nous favoriser pour avoir fait tout ce qui a dépendu de nous pour leur exempter cette mésaventure, j'ai cru de mon devoir d'adresser incessamment à MM. les Présidents de vos dixains la déclaration qu'aucun de nous n'était coupable des accusations qu'ils nous lèguent » (*sic*).

Les responsabilités sont difficiles à préciser, attendu qu'il n'y eut ni enquête ni jugement et que le volume des protocoles du Conseil de Martigny concernant la période 1821-1835 a disparu. Les archives de St-Maurice et de Monthey ne possèdent que quelques pièces de peu de valeur, celles de la maison du Grand St-Bernard ont une liasse relative à ces incidents : peut-être éluciderait-elle le mystère ?

Parmi les magistrats civils dont l'influence s'exerça en cette journée, on cite le grand-châtelain Claivaz, le châtelain Gross, le conseiller Rubattel, Elie Lugon.

L'auteur des *Lettres d'un Patriote valaisan sur la conduite politique du clergé valaisan pendant les années 1832, 1833, 1834*, désigne par leur nom un certain nombre de prêtres compromis dans ces déplorables événements ; mais cet auteur, l'abbé Bandelier, vicaire de Monthey, entretenait avec ses confrères des rapports qui rendent son témoignage partial. Personnellement, il n'assista pas à la scène et il laissa les démentis sans réplique ; tôt après il quittait la soutane et le Valais pour finir misérablement. Par contre, la tradition orale tant à Monthey qu'à Martigny est positive quant à la présence de l'un ou l'autre chanoine (le prieur Darbellay, entr'autres) du Grand St-Bernard sur le cimetière de Martigny. Mais nous ne pouvons guère mettre en doute l'affirmation publique et solennelle du prévôt Filliez qu'il s'efforçaient d'apaiser la foule plutôt qu'ils ne l'excitaient.

La bastonnade de Martigny eut un retentissement énorme tant en Valais qu'au dehors. Ses victimes passèrent pour des martyrs du fédéralisme. L'incident fut quelque peu exagéré et même comparé aux Vêpres Siciliennes, voire à la Saint-Barthelémy. Il est exact qu'il y eut de nombreux contusionnés et des blessés, mais aucun mortellement ni même grièvement ; l'offense était surtout d'ordre moral.

Il n'était rien moins question que d'une marche sur Martigny pour y exercer des représailles sur les personnes et les propriétés de la maison du Grand St-Bernard.

Dans l'après-midi du 11, le bruit courut dans le Bas-Valais que les délégués avaient été impitoyablement massacrés. Le conseil de St-Maurice leva une garde urbaine sous le commandement du capitaine Joseph Cocatrix. Dans le district de Monthey, la mobilisation de l'élite et de la landwehr fut ordonnée immédiatement sous les ordres du capitaine Torrent. Une septantaine d'hommes répondirent à l'appel. Mais la pluie se mit à tomber à flots et rafraîchit d'autant plus facilement l'enthousiasme qu'il n'était pas unanime ; le retour des prétendus morts contribua à calmer les alarmes. Les miliciens rentrèrent dans leurs foyers ; mais, comme de règle en ces circonstances, on ne négligea pas le coup d'étrier et une imprudence, due à l'ivresse, causa un sinistre aux Evouettes où seize bâtiments furent incendiés.

L'agitation des cerveaux se prolongeait. Le dimanche 14 avril, une publi-

cation fut faite à la sortie des offices divins à Val d'Illiez, par laquelle on proclamait la religion en danger et recommandait à la population de descendre en masse à Monthey au premier son de tocsin et à la première démonstration libérale.

D'accord avec le Conseil d'Etat, le président du dixain y fit publier à son tour, le dimanche 28, la proclamation suivante qui était de nature à rassurer les esprits sur les dangers imaginaires courus par la religion : « Le président du dixain de Monthey rend notoire par la présente publication qu'à la suite de graves excès attentatoires à la sécurité publique qu'on s'est permis le 11 du courant dans la commune de Martigny qui depuis deux ans est le foyer du désordre et de l'anarchie sur nombre de personnes qui s'y étaient transportées avec les intentions les plus inoffensives, le Conseil d'Etat a ordonné qu'il serait instruit une procédure contre les individus qui se sont rendus coupables de ces délits. Et attendu qu'on a cherché à inspirer au peuple des inquiétudes sur la religion par les faux bruits qu'on a fait circuler et même par les publications, il est porté à la connaissance d'un chacun que ce sont des assertions contraires à la vérité, ainsi que l'avenir le démontrera suffisamment ; la religion continuera d'être comme elle a toujours été sous la protection spéciale du gouvernement et de tous les magistrats dont le premier devoir est de veiller à ce qu'il ne lui soit porter aucune atteinte. »

Effectivement, le gouvernement désigna des commissaires pour enquêter tant sur les incidents de Monthey du 7 que sur ceux de Martigny du 11 avril et ordonna des poursuites contre les coupables. Il estimait qu'étant donnée la séparation des pouvoirs, le souverain ne pouvait user du droit de grâce qu'après condamnation. Mais plus indulgente, la Diète « usant du droit d'amnistie qu'elle estime être dévolue au corps souverain dans une affaire qu'elle estime purement politique décide de ne pas donner suite à la dénonciation du Conseil d'Etat. » (31 mai).

Sur ce, une assemblée de protestation des pactistes du dixain de Monthey eut lieu à Vouvry le 2 juin.

Dans son discours de clôture de la Diète de mai, le grand-baillif Dufour insistait sur la nécessité de l'unité du Valais, « destiné par la nature à ne former qu'un corps, qu'un seul Etat », tandis que sur le conseil de l'évêque les prêtres du décanat de Monthey conseillaient au peuple de rentrer dans le calme.

Les élections dizénales du 7 juin à St-Maurice et du 11 juin à Martigny et Monthey donnèrent une majorité aux libéraux : c'est ainsi qu'à Martigny, Philippe Morand remplace Eugène Gay à la présidence du dixain ; et Pierre-Gabriel Desfayes succède à Etienne Claivaz aux fonctions de grand-châtelain ; le militant César Gross, correspondant de *l'Helvétie* et du *Nouveliste vaudois*, est nommé vice-grand-châtelain.

D'aucuns persistaient néanmoins à voir l'influence et l'immixtion du

clergé dans les fâcheux événements qui venaient de se dérouler et se livrèrent à des manifestations hostiles : insultes, vacarmes devant certains presbytères, bris de carreaux, etc. Ils en voulaient particulièrement au curé Pottier de Monthey et au prieur Darbellay de Martigny.

Les brochures : *Démophile*, *Réponse au prétendu Démophile*, *Le Valaisan désabusé*, *Lettres d'un Patriote valaisan*, etc., prolongèrent et envenimèrent les polémiques ; les chansons violentes et pleines de blessantes allusions personnelles se colportaient et se chantaient dans les rues et les estaminets. Tant et si bien que les 12 juillet et 27 septembre 1833 et le 9 janvier 1834¹ le Conseil d'Etat envoyait des circulaires aux chefs de dizains pour mettre un terme à la diffusion de ces pamphlets en vers et en prose et que Mgr Roten conjurait les fidèles dans son mandement de carême 1834 de s'abstenir de ces procédés si peu conformes à la charité chrétienne et de revenir à des sentiments plus pacifiques.

Le 18 mai 1833, les dixains supérieurs répandaient dans le Bas-Valais une déclaration affirmant qu'ils ne nourrissaient aucune visée d'asservissement et que leur seul but était de le maintenir dans l'heureuse position qui depuis nombre d'années avait fait le bonheur du pays. » Les porte-paroles attitrés du Bas-Valais : Dr Jos. Hyacinthe Barman de St-Maurice, les avocats Pottier et Torrent de Monthey, et Emmanuel Bonjean de Vouvry, répliquèrent ironiquement qu'ils seraient pour le maintien de la constitution « lorsqu'elle proclamerait l'égalité des droits à la représentation nationale. » Et le 13 novembre de la même année, les représentants des dixains occidentaux envoyaient une pétition à l'Etat pour obtenir une modification de l'article 15 de la constitution de 1815 : début d'une campagne qui allait marquer une nouvelle période de troubles et qui devait s'achever dans la guerre civile.

Quant au projet de Pacte Rossi, qui revint sur le tapis à la Diète fédérale de mai 1833, il était renvoyé au vote de chaque Etat suivant le mode que détermineraient les autorités cantonales. Adopté seulement par les Grands Conseils de dix et demi Etats (Vaud, entre autres, avait changé d'opinion dans l'intervalle) il disparut de l'horizon et le 12 août, la Diète décrétait la dissolution de la *Ligue de Sarnen*, qui n'avait au reste plus sa raison d'être. Quinze années s'écoulèrent et le *libéral* projet de 1832 fit

¹ Extrait de la circulaire du 9 janvier 1834 à MM. les Présidents de dixains, Grands-Chatelains, Présidents et Conseils de Communes :

« ...Quelle ne doit pas être notre douleur, Messieurs, de voir les cœurs s'aigrir de plus en plus, de voir l'agitation, l'exaspération, ces cruels ennemis de la société, gagner journellement un nouveau terrain... Des ferments de discorde sont soufflés entre frères, entre voisins, entre amis. La presse lance, chez nous aussi, ses dards envenimés et joue un rôle funeste ; elle se signale par des chansons qui ne devraient recueillir que l'horreur des cœurs honnêtes, par des écrits qui les uns sont des brandons de discorde et en général bravent (*sic*) les bornes du respect dû à l'autorité, surtout au Pouvoir suprême, des égards dus au simple citoyen. » (*sic*).

place à la radicale constitution de 1848, puis à celle plus *centralisatrice* encore de 1874. *J.-B. Bertrand.*

Sources :

Abscheids de la diète cantonale.

Abscheids de la diète fédérale.

Circulaires et proclamations du Conseil d'Etat.

Brochures politiques de l'époque, entr'autres *Lettres d'un patriote valaisan*, 1834.

Journaux de l'époque le *Nouvelliste vaudois*, l'*Helvétie*, la *Gazette de Lausanne*, le *Véridique de Fribourg*, etc.

Correspondance inédite de du Fay, président du dixain de Monthey.

Archives municipales de Monthey, St-Maurice et Martigny.

L. Ribordy : « Documents pour servir à l'histoire contemporaine du Valais ».

Histoire Suisse, par divers auteurs : Daguët, Morin, Dierauer, Dändliker, Maillefer, Van Muyden, etc.

Papiers personnels.
